

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place de Gaulle
68100 MULHOUSE

Mulhouse, le 20/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



HARTMANN PAUL Lièpvre

ZI BOIS L ABESSE
68660 LIEPVRE

Références : 2055_2022_05_03_HARTMANN_Visite PAC
Code AIOT : 0006703055

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2022 dans l'établissement HARTMANN PAUL Lièpvre implanté ZI BOIS L ABESSE 68660 LIEPVRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour objet la compréhension du porter à connaissance reçu en mars 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HARTMANN PAUL Lièpvre
- ZI BOIS L ABESSE 68660 LIEPVRE
- Code AIOT dans GUN : 0006702055
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société HARTMANN est spécialisée dans la fabrication de dispositifs médicaux et dispositifs d'incontinence. Elle emploie environ 500 personnes sur le site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- instruction du porter à connaissance daté du 24 mars 2021 et complété par mail du 05/04/2022 portant sur l'implantation d'une nouvelle ligne de fabrication (ligne evolution) dans les bâtiments existants.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Implantation	Article 13.1 de l'arrêté du 11 avril 2011 portant autorisation d'exploiter à la société HARTMANN, une unité de fabrication de dispositifs médicaux, en zone industrielle Bois l'Abbesse à LIEPVRE.	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Classement	Article 12.1 de l'arrêté du 11 avril 2011 portant autorisation d'exploiter à la société HARTMANN, une unité de fabrication de dispositifs médicaux, en zone industrielle Bois l'Abbesse à LIEPVRE.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de faire le point sur la situation administrative du site par rapport aux informations indiquées dans le porter à connaissance.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Implantation

Référence réglementaire : article 13.1 de l'arrêté du 11 avril 2011 portant autorisation d'exploiter à la société HARTMANN, une unité de fabrication de dispositifs médicaux, en zone industrielle Bois l'Abbesse à LIEPVRE.
Thème(s) : Autre, Implantation
Prescription contrôlée : "Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. [...]"
Constats : Lors de la visite d'une partie du bâtiment Distriest (une partie du bâtiment était non accessible pour cause de chantier), il a été constaté que ce dernier était en cours de réaménagement comme indiqué dans le porter à connaissance de mars 2021. Cette installation ne nécessite pas la construction de locaux mais un réaménagement d'une partie du bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Classement

Références réglementaires : <ul style="list-style-type: none">- Article 12.1 de l'arrêté du 11 avril 2011 portant autorisation d'exploiter à la société HARTMANN, une unité de fabrication de dispositifs médicaux, en zone industrielle Bois l'Abbesse à LIEPVRE- arrêté du 9 juillet 2019 portant prescriptions complémentaires et enregistrement d'une installation d'entreposage de produits médicaux exploitée par la société Paul HARTMANN SA à LIEPVRE
Thème(s) : Situation administrative, Tableau des rubriques
Prescription contrôlée : Tableau des rubriques mentionné dans l'arrêté
Constats : <p>L'inspection a procédé au comparatif entre les rubriques autorisées et celles proposées dans le porter à connaissance.</p> <p>L'exploitant a précisé que :</p> <ul style="list-style-type: none">- la consommation de matières premières a baissé grâce à un travail sur les déchets,- les cartons (rubrique 1530) sont livrés quotidiennement au lieu d'1 fois tous les 3 jours. Leur volume est passé de 4000 à 730 m³,- rubrique 1510 : certains produits ne sont plus stockés sur site et partent directement au centre de stockage de Lyon,- rubrique 2663 : le hall de stockage prévu dans la demande d'enregistrement de 2019 n'a jamais été construit*,- rubrique 2661 : les machines 6 et 7 seront stoppées. <p>Ainsi, un arrêté préfectoral complémentaire est nécessaire pour la mise à jour des rubriques. Le détail des rubriques est mentionné dans le porter à connaissance.</p> <p>*Concernant l'arrêté d'enregistrement du 9 juillet 2019 portant prescriptions complémentaire et enregistrement d'une installation d'entreposage de produits médicaux exploitée par la société Paul HARTMANN SA à Lièpvre, il est demandé à l'exploitant de se positionner sur la caducité de cet arrêté dans un délai d'un mois.</p>
Type de suites proposées : Sans suite